



## **Déclaration du CREDEJ sur la situation critique des départs massifs du personnel enseignant du Secondaire et de l'Université.**

1. Le Centre pour le Renforcement de l'Éducation et du Développement de la Jeunesse (CREDEJ) exprime sa profonde préoccupation face à la situation alarmante de l'exode des enseignants des écoles secondaires et universitaires suite à des conditions de travail précaires dans un contexte national de pauvreté extrême.
2. Les départs massifs du personnel enseignant sont inquiétants au Burundi ; cette triste réalité a été publiquement annoncée et avouée par le recteur de l'université du Burundi et le Directeur Provincial de l'Enseignement de Kayanza qui ont lancé des alertes et demandé des recours au Ministre l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique afin de trouver des solutions urgentes et efficaces à cette situation intenable et inédite qui prévaut dans le secteur de l'éducation.
3. Le CREDEJ constate que la situation socio-économique délétère à laquelle fait face le peuple burundais n'a pas épargné les enseignants dont les salaires ne leur permettent pas de satisfaire aux besoins fondamentaux et non plus de joindre les deux bouts du mois suite à la montée exponentielle des prix, la rareté des produits de première nécessité et d'autres conditions défavorables.
4. Ce courant d'exode d'enseignants va perturber la bonne marche des activités et la qualité des résultats scolaires et exacerbera la situation déjà volatile caractérisée par l'incapacité financière du Gouvernement du Burundi de pouvoir recruter le personnel enseignant suffisant dans les différentes Directions Provinciales d'Enseignement.
5. Le CREDEJ regrette qu'au lieu d'assumer la responsabilité et trouver des solutions adéquates à cette crise, les autorités burundaises continuent d'alimenter l'opinion avec des discours politiques alléchants et irrationnels évoquant le concept autour du terme « patriotisme » pour tenter d'éviter la fuite des cerveaux.

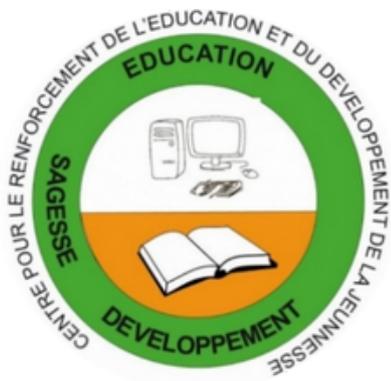
Face à cette situation le CREDEJ demande au Gouvernement du Burundi :

-D'initier un dialogue franc, inclusif et direct avec les représentants des enseignants et toutes les parties prenantes dans le domaine de l'éducation : Cela permettra de revaloriser les salaires des enseignants afin de leur permettre de travailler dans des conditions dignes et sécurisées.

Fait à Bujumbura, le 06/01/2025

Pour le CREDEJ

Félix Ndacayisaba ; Vice-Président



## **Déclaration du CREDEJ sur la situation critique des départs massifs du personnel enseignant du Secondaire et de l'Université.**

1. Le Centre pour le Renforcement de l'Éducation et du Développement de la Jeunesse (CREDEJ) exprime sa profonde préoccupation face à la situation alarmante de l'exode des enseignants des écoles secondaires et universitaires suite à des conditions de travail précaires dans un contexte national de pauvreté extrême.

2. Les départs massifs du personnel enseignant sont inquiétants au Burundi ; cette triste réalité a été publiquement annoncée et avouée par le recteur de l'université du Burundi et le Directeur Provincial de l'Enseignement de Kanyanza qui ont lancé des alertes et demandé des recours au Ministre l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique afin de trouver des solutions urgentes et efficaces à cette situation intenable et inédite qui prévaut dans le secteur de l'éducation.

3. Le CREDEJ constate que la situation socio-économique délétère à laquelle fait face le peuple burundais n'a pas épargné les enseignants dont les salaires ne leur permettent pas de satisfaire aux besoins fondamentaux et non plus de joindre les deux bouts du mois suite à la montée exponentielle des prix, la rareté des produits de première nécessité et d'autres conditions défavorables.

4. Ce courant d'exode d'enseignants va perturber la bonne marche des activités et la qualité des résultats scolaires et exacerbera la situation déjà volatile caractérisée par l'incapacité financière du Gouvernement du Burundi de pouvoir recruter le personnel enseignant suffisant dans les différentes Directions Provinciales d'Enseignement.



5. Le CREDEJ regrette qu'au lieu d'assumer la responsabilité et trouver des solutions adéquates à cette crise, les autorités burundaises continuent d'alimenter l'opinion avec des discours politiques alléchants et irrationnels évoquant le concept autour du terme « patriotisme » pour tenter d'éviter la fuite des cerveaux.

Face à cette situation le CREDEJ demande au Gouvernement du Burundi :

-D'initier un dialogue franc, inclusif et direct avec les représentants des enseignants et toutes les parties prenantes dans le domaine de l'éducation : Cela permettra de revaloriser les salaires des enseignants afin de leur permettre de travailler dans des conditions dignes et sécurisées.

Fait à Bujumbura, le 06/01/2025

Pour le CREDEJ

Félix Ndacayisaba ; Vice-Président